

Comprendre la Belgique pour deviner l'Europe

La Belgique vit une situation paradoxale. Pour régler les querelles entre Flamands et Wallons, elle s'est engagée dans un fédéralisme qui ne crée que complications et pousse à la scission. De puissants facteurs unissent pourtant les Belges : très tôt tournés vers l'international, ils restent profondément attachés à leurs villes, lieux centraux de pouvoir politique et économique, et sont organisés en réseaux économiques qui se moquent des querelles linguistiques. Ils ont ainsi su affirmer leur belgitude en mettant à distance le pouvoir central et en développant de fortes identités locales. N'est-ce pas ainsi que pourrait évoluer l'Europe ?

Pourquoi lire les lignes du destin de l'Europe en Belgique plutôt que dans les mains du couple franco-allemand ou dans les péripéties quotidiennes des Commissions en exercice ? C'est parce que la Belgique vit aujourd'hui une situation paradoxale : d'un côté, elle est en proie aux revendications régionalistes et communautaires (nous allons préciser ces termes), qui la mènent sur le chemin de la séparation entre la Flandre et



la Wallonie. De l'autre, elle est très engagée dans l'Union Européenne, avec un peuple qui, dans un élan européen très fort, est prêt à céder un grand nombre de ses prérogatives nationales.

C'est ce paradoxe que nous avons voulu comprendre lors de notre mémoire de fin de scolarité du Corps des Mines que nous avons intitulé *La Belgique impertinente*, et qui vient d'être publié aux Presses de l'École des Mines¹.

Nous ne sommes pas belges, et avant d'entamer notre étude, nous n'avions aucun tropisme particulier pour le plat pays. Sur les traces de Victor Hugo², nous avons commencé par aller dans le pays, le visiter comme de simples touristes, et rencontrer des gens dans la rue. Puis, nous avons rencontré des journalistes divers, des hommes politiques de tout bord, des syndicats, des institutionnels, des chefs d'entreprise, des directeurs d'école. Nous avons habité dans une famille, travaillé avec

des universitaires, et bien sûr lu abondamment. Ce fut pour nous une année entière de quête riche en surprises, et qui nous a fait aimer les Belges et la Belgique.

Un système politique complexe

Après les émeutes spectaculaires de l'université de Louvain en 1968 qui firent suite aux querelles linguistiques au sein même de l'université, le gouvernement belge démissionne, et le nouveau Premier ministre, Gaston Eyskens, tente de mettre un terme au conflit entre les deux communautés. Une commission officieuse est constituée, que l'on appellera le "Groupe des 28", et qui sera chargée de négocier dans l'ombre un compromis entre les Flamands qui demandent un partage du pays en Communautés - entités linguistiques et culturelles -, et les Wallons qui proposent des Régions - entités territoriales et économiques. Deux visions institutionnelles, deux conceptions d'une régionalisation possible, et surtout deux systèmes qui avantagent, par de savants calculs, l'une ou l'autre partie du pays.

En 1970, la Belgique devient alors un "État communautaire et régional". En effet, pour concilier les parties, on a satisfait aux exigences des deux parties du pays et combiné les systèmes proposés de chaque côté : tout ce qui concerne la vie des personnes (langue éducation, école) allait aux Communautés ; tout ce qui concerne le territoire (économie, urbanisme, agriculture) relevait des Régions. Les deux systèmes ne se superposaient pas, ni géographiquement, ni politiquement. On y lisait deux philosophies, deux conceptions de la politique distinctes, attachés au caractère propre de chaque région, et à ses intérêts. En même temps des intérêts politiques moins avouables étaient en jeu. Le partage du pays en trois Régions (wallonne, flamande et bruxelloise) donnait aux francophones un compte de deux Régions contre une aux Flamands. Le partage en trois Communautés (francophone, néerlandophone et germanophone), sous prétexte d'octroyer un privilège absolument inespéré à la petite communauté germanophone de l'est du pays, rétablissait surtout l'égalité en nombre de parlements des francophones et des Flamands³.

Chaque Région et chaque Communauté a son propre parlement. On aurait dû avoir, en plus du parlement national, six parlements dans le pays. Mais, comme pour compliquer le système, les Flamands ont fusionné leur parlement de Région et de Communauté, qui de surcroît se trouve à Bruxelles, l'enclave francophone au milieu de la Flandre. Ainsi, ce ne sont pas deux entités qui s'affrontent, mais de multiples entités et courants dont la logique et les contours sont objectivement complexes⁴.

Une spirale infernale

Le système fédéral de 1970 se voulait être une réconciliation, un aboutissement. Ce fut en fait un commencement, une première étape dans la fédéralisation toujours plus poussée et toujours plus complexe du pays. De nombreuses réformes virent en fait le jour depuis lors dans le sens de la fédéralisation et de la complexification des institutions.

Face à la complexité du système, seules les voix extrémistes se font entendre en réclamant toujours plus de pouvoir pour les régions et les communautés, sous l'impulsion du Vlaams Blok, le parti de l'extrême droite flamande. Sous leur pression, on cherche à affiner le système, et en fait on le complique.

Cette spirale infernale dans laquelle est entraînée la Belgique la met aujourd'hui au bord de la rupture. Il reste néanmoins des remparts qui maintiennent l'unité de la Belgique. Tout d'abord le Roi, qui, grâce à son action discrète, a une influence importante dans la vie politique du pays. Il y a ensuite la dette. Elle est très importante, bien au-delà des limites imposées par les critères de Maastricht, dont il faudrait négocier la répartition s'il y a séparation. Enfin il y a Bruxelles, le rempart le plus solide. Il ne fait nul doute que la coupure de l'État belge en deux entraînerait une bataille sans merci pour obtenir la ville. Et pourtant, en regardant avec un peu de recul l'histoire de ces trente dernières années, on s'aperçoit que ces remparts, couramment invoqués par les partisans de l'unité belge, ne tiendront pas quoiqu'il arrive devant la pression de l'histoire et de la politique. Même si la Belgique nous paraît familière, en particulier à nous les Français, elle peut éclater et disparaître.

Une séparation entre la Flandre et la Wallonie aurait une répercussion forte sur la politique européenne toute entière, qui pâtirait de ce mouvement centrifuge.

Une comparaison avec le fonctionnement de l'Europe s'impose : le système européen est aujourd'hui compliqué et en pleine mutation. Il a été construit à la suite de nombreux compromis pour satisfaire les cultures et les aspirations politiques des différents pays de l'Union. De cette diversité est née une grande complexité. L'Europe connaîtra-t-elle les mêmes difficultés que la Belgique ? Il est intéressant de tirer les enseignements du cas belge.

Le prix du fédéralisme

Ce n'est pas la haine entre régions et communautés qui conduit le pays vers la scission. Ce sont des tracasseries réciproques qui ont fait naître un fédéralisme récent et artificiel. C'est un système trop lourd pour la Belgique, sur bien des plans, qui entraîne une surenchère entre les parties et fait naître de nombreux gaspillages. Il faut accorder toujours plus aux Flamands et aux Wallons. Si la Région flamande fait des investissements, la Région wallonne renchérit, et ainsi de suite. Les années soixante-dix et quatre-vingt ont vu tant de grands travaux qui n'étaient pas de grande nécessité, mais qui ont résulté de cette surenchère régionale. C'est ainsi que les autoroutes belges sont éclairées. Luxueux investissement, qui fait de la Belgique un pays unique au monde : on apercevait les autoroutes belges depuis la station Mir. Mais quand les grands États, la France, l'Allemagne, ne se sont pas autorisés un-tel luxe, pourquoi la Belgique se l'est elle permis ? Parce que, lorsque des travaux sont faits dans le port d'Anvers, il faut à tout prix - c'est le cas de le dire - déboursier pour de nouvelles infrastructures en Wallonie.

Une surenchère politique se fait à chaque échéance électorale, et c'est elle qui emmène le pays vers la scission. Pourtant la majorité des Belges n'est ni pour ni contre la séparation. Beaucoup d'entre eux ont fini par se désintéresser des discours de leurs hommes politiques et de l'évolution d'un système fédéral trop compliqué. Mais il y a peu de chance que la voix de cette majorité se fasse entendre. La médiatisation des minorités l'emporte sur la majorité des indifférents. L'instabilité du système politique tient moins de revendications au changement, que de l'indifférence née de l'échec du politique, et du manque de confiance entre l'État et les citoyens. Il est vrai que la déception à l'endroit du politique n'est pas particulière à la Belgique.

Un autre phénomène, plus propre à la Belgique, explique le manque de réaction face à la complexité et donc à l'affaiblissement

La méfiance des Belges à l'égard du pouvoir central s'exprime par un humour et une impertinence sans limite.

Le pouvoir établi n'a qu'à bien se tenir !



sement du pouvoir central : les Belges ont toujours eu de la méfiance, de la dérision et de l'impertinence envers le pouvoir central. En effet, l'histoire de ce pays est celle d'invasions successives, de prises de pouvoir répétées et continues des grandes nations entourant la modeste contrée. La création même de la Belgique fut décidée par des étrangers : en 1830, la partie méridionale des Pays-Bas voit la révolte gronder, qui éclate le 25 août. Un opéra au sujet trop politique, la lutte des Napolitains contre l'opresseur espagnol, est donné à Bruxelles. La foule entonne le couplet « *amour sacré de la patrie, rends-nous l'audace et la fierté !* » et gagne les rues. Les troupes de Guillaume I^{er}, souverain des Pays-Bas, essayent tant bien que mal de maîtriser la cohue, mais sont submergées. Après un mois de révolte, les insurgés constituent un gouvernement provisoire et annoncent la création d'un Congrès National. Guillaume I^{er} appelle alors les puissances étrangères à son secours. Une conférence internationale est organisée à Londres en novembre pour créer la Belgique. Une fois de plus, le destin de la Belgique se décide entre Anglais, Français, Allemands et Autrichiens. Un roi doit être désigné, et le choix se portera sur Léopold de Saxe-Cobourg-Gotha, un prince d'origine allemande naturalisé britannique...

Cette méfiance à l'égard du pouvoir central s'exprime par un humour et une impertinence sans limite. Le pouvoir établi n'a qu'à bien se tenir en Belgique ! C'est le pays des satiristes et des humoristes. Les Belges rient de leurs hommes politiques, de leur pays sans État, de l'absurdité de la vie. Les histoires qui affaiblissent le pouvoir central ne les gênent pas, au contraire.

Mais pourtant elle tourne !

Malgré toute cette désorganisation, la Belgique est un pays qui tourne. La Flandre a pris place au même rang que les pays les plus riches du Nord de l'Europe : elle a connu une forte

croissance économique au cours des dernières années. Elle a su attirer depuis 1945 beaucoup d'investissements étrangers, notamment autour du port d'Anvers. Dans la dernière décennie, le volume des exportations a augmenté de près de 50 % : l'économie flamande s'ouvre de plus en plus. Aujourd'hui 70 % du Produit Régional Brut vient des exportations.

Quel est donc son secret ? C'est que la Belgique est avant tout un pays de villes, et que toute l'organisation de la société est tournée autour de la vie municipale, loin des aventures suspectes du pouvoir central où l'étranger s'agite. Le pouvoir des bourgmestres est à la fois symbolique et réel. Symboliquement, le seul nom de bourgmestre fait sonner les vieilles cloches des beffrois, du temps où les cités comme Bruges ou Anvers faisaient trembler les princes. Pratiquement, la fonction de bourgmestre comporte d'imposantes prérogatives. Il dispose notamment du pouvoir de police : contrairement à la France, c'est la police municipale qui est la plus importante en Belgique. Ce pouvoir à lui seul lui donne les deux rôles à la fois de maire et de préfet. Et le bourgmestre est également le maître de tous les domaines économiques de la ville, qu'il dirige à l'aide de son cabinet et des échevins. Ces derniers, à l'échelle d'une ville de la taille d'Anvers, détiennent un pouvoir équivalent à celui d'un ministre : administration du port, industrie, finances, etc. Certains affirment que si le hollandais Heineken, leader du marché de la bière en France et aux Pays-Bas, n'a jamais pu s'implanter en Belgique, c'est à cause des bourgmestres : en Belgique la bière ne se vend pas dans les supermarchés mais dans les brasseries, lieux de prédilection des Belges au centre des villes, dont les bourgmestres surveillent de près les approvisionnements...

En Belgique, si l'essentiel du pouvoir "opérationnel" public se situe au niveau de la ville, le pouvoir économique et financier est beaucoup plus détaché - contrairement à la France

- de la sphère publique et des divers réseaux politiques, centrés sur les grandes villes de Belgique. La finance étend ses ailes sur les deux parties du pays sans se soucier de la barrière linguistique. Beaucoup de grandes entreprises ont des implantations dans les deux régions (si bien que, le jour d'une séparation, on serait bien en peine de décider quelle entreprise est flamande et laquelle est wallonne). C'est pourquoi le problème communautaire touche peu les grands patrons et financiers belges. Lorsqu'ils se réunissent entre eux, le flamand succède au français sans arrière pensée. Au besoin, on peut même employer quelques mots d'anglais.

Universalisme et culture locale

L'économie est de plus en plus mondiale, elle n'a plus d'attache, les règles tendent à s'universaliser. La mondialisation des échanges, l'internet, la globalisation des marchés, ... tout concourt à l'universalisation. Petit pays, la Belgique a très vite compris cela. Avec un marché intérieur insuffisant, les Belges ont déjà complètement intégré cette optique européenne et même mondiale de l'économie. C'est bien la recherche de masse critique qui a fait l'ancêtre Benelux.

De plus, de par leur histoire, les Belges ont toujours formé un peuple très ouvert sur l'international. L'histoire de la Belgique, c'est d'abord une histoire de commerce et de commerçants, qui ont très vite cherché à rayonner sur toute l'Europe. Les drapiers des villes comme des ports se sont sentis d'emblée appelés à une vocation internationale. Alors les Belges n'ont pas hésité à s'expatrier, à prendre la nationalité de leur pays d'accueil. On estime qu'il y a autant de Belges à l'extérieur du pays qu'à l'intérieur. Ce sont des nomades des temps modernes.

Mais plus les Belges ont eu cette vocation internationale, plus le besoin de local se faisait sentir. Même travaillant dans les grandes villes, ils continuent à habiter leur village. C'est évidemment plus facile qu'en France au vu de la taille du pays et de la densité des autoroutes, mais cet attachement à la terre très locale, à sa culture, à son beffroi, est fondamental chez ces Belges qui se déracinent pour faire tourner leur économie.

On pourrait stigmatiser ce phénomène en "Internet et la bière locale", formule particulièrement adaptée au pays qui comptait au moins une brasserie par village. L'avenir de l'Europe n'est-il pas là ? À supprimer les barrières économiques, à développer les échanges de biens, de marchandises, de personnes, pour le bien économique, la tendance naturelle n'est-elle pas de se retrouver, voire de se réfugier, dans sa culture locale ? À médiatiser une culture internationale et universelle via l'internet, on retrouve son identité dans des traditions locales.

L'âme belge

L'attachement à la ville et au local est un facteur d'unité en Belgique. L'âme du peuple belge existe bien : elle se manifeste parfois au niveau national, comme à la mort du roi Baudouin en 1993 ou lors de la marche blanche en 1996. On parle alors de "belgitude". Dans le livre intitulé *la Belgique toujours grande et belle*⁵, les sociologues Antoine Pickels et Jacques Sojcher ont rassemblé autour d'eux artistes écrivains et hommes d'affaires belges et sont partis avec eux en quête de cette mystérieuse, voire ineffable, notion de belgitude :

« J.S. – C'est un mot qui a été inventé par le sociologue Claude Javeau dans un dossier sur la Belgique des Nouvelles littéraires [...] »

Le mot désignait un sentiment de Belgique en creux. Au fond, c'était une non-définition...

A.P. – *L'appartenance à un no man's land ?*

J.S. – *Pas uniquement. C'est aussi aimer la Belgique, où aucune frontière n'est très loin, où il n'y a pas de grandeur "à la Française", ni de sentiment nationaliste, sauf chez quelques extrémistes. La Belgique, c'est le pays de l'imaginaire. [...] Pour beaucoup, la patrie, c'était une certaine apatridité... belge ! »*

On comprend cette notion à travers l'histoire du peuple belge⁶, dont le trop petit pays a toujours été envahi. Mais alors, l'envahisseur s'embourbe dans le marécage belge, et le Belge peut prendre sa revanche. L'envahisseur, hier armé de lances et chevauchant les meilleurs destriers de toute l'Europe, est aujourd'hui armé de dollars ou d'euros, voire d'universalisme. Dans toute l'histoire, il n'a jamais vraiment réussi à mettre une main définitive sur les Belges. Cette culture de la résistance à l'envahisseur est un autre trait commun culturel chez les Belges.

Ainsi les Belges ont-ils choisi d'éloigner le pouvoir pour le renforcer sur le plan international, et parallèlement de développer les identités locales. Les autres peuples de l'Union ne seraient-ils pas inspirés de suivre les Belges ?

François Bordes, *ingénieur des Mines*,
Gonzague de Pirey, *ingénieur des Télécommunications*

NOTES

1. François Bordes, Gonzague de Pirey, *La Belgique impertinente. Comprendre la Belgique pour deviner l'Europe*, Presses de l'École des mines, décembre 2000.
2. Jean-Marc Hovasse, *Victor Hugo chez les Belges*, le Cri.
3. Marie-Thérèse Bitsch, *Histoire de la Belgique*, Hatier.
4. Xavier Mabilie, *Etudes sur la Belgique*, CRISP.
5. A. Pickels et J. Sojcher, *La Belgique toujours grande et belle*, Editions Complexe.
6. Anne Morelli, *Les grands mythes de l'histoire de Belgique*, Evo-Histoire.




La Gazette
DE LA SOCIÉTÉ
ET DES TECHNIQUES

La Gazette de la Société et des Techniques a pour ambition de faire connaître des travaux qui peuvent éclairer l'opinion, sans prendre parti dans les débats politiques et sans être l'expression d'un quelconque point de vue officiel. Elle est tirée à 20 000 exemplaires et diffusée par abonnements gratuits. Vous pouvez nous demander des exemplaires supplémentaires ou suggérer des noms de personnes ou institutions que vous estimez bon d'abonner.


| | |
|--|---|
| N°1 <i>L'ouvrier enthousiaste : Taylor et Marx revisités</i> | N°5 <i>Douce France, que fais-tu pour attirer les investisseurs ?</i> |
| N°2 <i>La voiture en ville</i> | N°6 <i>Les surdiplômés de l'Administration</i> |
| N°3 <i>La télévision et le ministre</i> | N°7 <i>L'homme, facteur de sûreté</i> |
| N°4 <i>Comprendre la globalisation</i> | |

RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS
Dépôt légal mai 2001

La Gazette de la société et des techniques est éditée par les **Annales des mines**, 20 avenue de Ségur, 75007 Paris - <http://www.anales.org> - Tél : 01 42 79 40 84. Fax : 01 43 21 56 84.
E-mail : mberry@paris.ensmp.fr - N° de commission paritaire : 0305 B 05495 N° ISSN : 1621-2231
Directeur de la publication : Gérard Piketty.
Rédacteur en chef : Michel Berry.
Conception graphique : Catherine Le Troquier.
Illustrations : Véronique Deiss.
Impression : Sager, 1^{er} route de Verneuil, 28240 - La Loupe.
Routage : APR, 33-35 rue Claude Jean Romain, 94170 Le Perreux-sur-Marne



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE